



**CRIME**

**Dixième Congrès  
des Nations Unies  
pour la prévention du crime  
et le traitement des délinquants**

Distr.: Limitée  
16 avril 2000

Français  
Original: Anglais

**Vienne, 10-17 avril 2000**

Point 7 de l'ordre du jour  
**Adoption du rapport du Congrès**

**Projet de rapport**

*Rapporteur général:* M. Matti **Joutsen** (Finlande)

**Additif**

**Chapitre IV. Le débat de haut niveau du Congrès en séance plénière**

1. Le débat de haut niveau du Congrès a eu lieu les 14 et 15 avril 2000. Des déclarations ont été faites par 76 hauts fonctionnaires. À la 1<sup>re</sup> séance du débat de haut niveau, le 14 avril 2000, les personnes ci-après ont fait des déclarations:

M. Gustavo Bell Lemus  
Vice-Président de Colombie et  
Président du débat de haut niveau du Congrès

M. Pino Arlacchi  
Secrétaire général du Congrès

M. Mikulas Dzarinda  
Premier Ministre de Slovaquie

M. António Costa  
Ministre portugais de la justice (au nom de l'Union européenne)

M. Emamoli Rakhmonov  
Président de la République du Tadjikistan

M. Farid Bencheikh  
Représentant spécial du Président algérien

M. Roberto Díaz Sotolongo  
Ministre de la justice de Cuba

M. Mohammad Javad Zarif  
Ministre adjoint pour les affaires juridiques et internationales  
de la République islamique d'Iran

M. Charles Clarke  
Ministre d'État du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

M. Kari Häkämies  
Ministre de l'intérieur de Finlande

M. Kim Kyung-han  
Vice-Ministre de la justice de la République de Corée

M. Hansjörg Geiger  
Secrétaire d'État, Ministère de la justice d'Allemagne

M<sup>me</sup> Hanna Suchocka  
Ministre de la justice et Avocat général de Pologne

M. Leoluca Orlando  
Maire de Palerme (Italie)

2. À la 2<sup>e</sup> séance du débat de haut niveau, le 14 avril 2000, les personnes ci-après ont fait des déclarations:

M. Stephen Vukile Tshwete  
Ministre de la sûreté et de la sécurité d'Afrique du Sud

M. Ricardo Gil Lavedra  
Ministre de la justice et des droits de l'homme d'Argentine

M. Tonio Borg  
Ministre de l'intérieur de Malte

M. Gao Changli  
Ministre de la justice de Chine

M. Sheikh Saad Al-Nasir Al-Sadiri  
Ministre adjoint de l'intérieur d'Arabie saoudite

M. Eduardo Ibarrola Nicolin  
Avocat général adjoint du Mexique

M. Mario Guillermo Ruiz Wong  
Ministre de l'intérieur du Guatemala  
(au nom du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes)

M. Baltazar Garzón  
Haute Cour de Madrid (Espagne)

M<sup>me</sup> Anne McLellan  
Ministre de la justice du Canada

M. Keisuke Kitajima  
Avocat général du Japon

M. Hikmet Sami Türk  
Ministre de la justice de Turquie

M. Juan Antonio Chahín Lupo  
Ministre de la justice et des droits de l'homme de Bolivie

M. Ibolya Dávid  
Ministre de la justice de Hongrie

M<sup>me</sup> Amanda Eloise Vanstone  
Sénateur et Ministre de la justice et des douanes d'Australie

M. Pavel Vacek  
Ambassadeur et Représentant permanent de la République tchèque  
auprès de l'Organisation des Nations Unies (Vienne)

M. Joseph H. Gnonlonfoun  
Ministre de la justice du Bénin

M. Isan M. Mustafaev  
Ministre adjoint des affaires étrangères d'Ouzbékistan

M. Dato' Chor Chee Heung  
Ministre adjoint de l'intérieur de Malaisie

M. Ranko Harijan  
Ministre adjoint de la justice de Croatie

M<sup>me</sup> Ana Reátegui Napuri  
Vice-Ministre de la justice du Pérou

M. Rómulo González Trujillo  
Ministre de la justice de Colombie

M. Thomas Sanon  
Ambassadeur et Représentant permanent du Burkina Faso  
auprès de l'Organisation des Nations Unies (Vienne)

M. Mario Guillermo Ruiz Wong  
Ministre de l'intérieur du Guatemala

3. À la 3<sup>e</sup> séance du débat de haut niveau, le 15 avril 2000, les personnes ci-après ont fait des déclarations:

M. Benk H. Korthals  
Ministre de la justice des Pays-Bas

M. José Luis González Montes  
Ministre de la justice d'Espagne

M<sup>me</sup> Elizabeth G. Verville  
Représentante spéciale du Bureau for International Narcotics and Law Enforcement  
Affairs, Department of State des États-Unis d'Amérique

M. Robert Mbella Mbappe  
Ministre de la justice du Cameroun

M. Pierre Charasse  
Ambassadeur spécial chargé de la lutte contre la corruption et la criminalité organisée,  
Ministère des affaires étrangères de France

M. Abderrahim Benmoussa  
Ambassadeur et Représentant permanent du Maroc  
auprès de l'Organisation des Nations Unies (Vienne)

M. Mykola Dzhyga  
Premier Ministre adjoint, Ministère de l'intérieur d'Ukraine

M. Valeriu Stoica  
Premier Ministre adjoint et Ministre de la justice de Roumanie

M. Lazaros S. Savvides  
Secrétaire permanent du Ministère de la justice et de l'ordre public de Chypre

M<sup>me</sup> Kristina Rennerstedt  
Sous-Secrétaire d'État, Ministère de la justice de Suède

M. Gintaras Balčlūnas  
Ministre de la justice de Lituanie

M. Hussein Mohammed  
Ministre de l'intérieur du Yémen

M. Ramil Usubov  
Ministre de l'intérieur d'Azerbaïdjan

M. Ilir Panda  
Ministre de la justice d'Albanie

M. Ján Čarnogurský  
Ministre de la justice de Slovaquie

M. Øystein Mæland  
Secrétaire d'État, Ministère de la justice de Norvège

M. Amin Banan New  
Ministre d'État, Ministère de la justice du Soudan

M. Giuseppe Ayala  
Sous-Secrétaire d'État  
Ministère de la justice d'Italie

M. Rhousdy Soeriaatmadja  
Ambassadeur et Représentant permanent de l'Indonésie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies (Vienne)

Son Altesse la Princesse Maria-Pia du Liechtenstein  
Ambassadeur de la Principauté du Liechtenstein à Vienne

4. À la 4<sup>e</sup> séance du débat de haut niveau, le 15 avril 2000, les personnes ci-après ont fait des déclarations:

M. R. K. Raghavan

Directeur du Central Bureau of Investigation, Inde

M. Jose Abudo

Ministre de la justice du Mozambique

M. E.N. Tjiriange

Ministre et Avocat général de Namibie

M. V.I. Kozlov

Premier Ministre adjoint, Ministère de l'intérieur de la Fédération de Russie

M. Dieter Böhmendorfer

Ministre de la justice d'Autriche

M. Patricio Morales Aguirre

Sous-Secrétaire de la gendarmerie du Chili

M. Victor G. Garcia III

Ambassadeur et Représentant permanent des Philippines

auprès de l'Organisation des Nations Unies (Vienne)

M. Refet Elmazi

Ministre adjoint de l'intérieur de l'ex-République yougoslave de Macédoine

M. Mohammed Ezway

Secrétaire du Comité populaire libyen pour la justice et la sécurité publique

M. D. Dabengwa

Ministre de l'intérieur du Zimbabwe

M. Maher Abdel Wahed

Avocat général d'Égypte

M. Saiyid Said Hilal Al-Busaidy

Président des Cours criminelles d'Oman

M<sup>me</sup> Januaria Tavares Silva Moreira Costa

Ministre de la justice du Cap-Vert

M. Mohammad Lawal Uwais

Ministre de la justice du Nigéria

M. Farid A. Amin

Représentant par intérim de la Mission permanente d'Afghanistan

auprès de l'Organisation des Nations Unies (Vienne)

M. Elio Gómez Grillo

Vice-Président de la Commission du fonctionnement

et de la restructuration du système judiciaire au Venezuela

M. Kieng Vang

Secrétaire d'État du Cambodge

M. Camille LeBlanc

Ministère de la justice de Haïti

M. Shaukat Umer

Ambassadeur et Représentant permanent du Pakistan

auprès de l'Organisation des Nations Unies (Vienne)



**Mesures prises par le Congrès lors du débat de haut niveau**

5. La Déclaration de Vienne sur la criminalité et la justice: relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle (A/CONF.187/[...]) a été adoptée lors de la réunion du débat de haut niveau du Congrès, le 15 avril 2000.
6. Après l'adoption de la Déclaration, l'Uruguay (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), le Portugal (au nom de l'Union européenne), le Maroc et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des déclarations.



